

# EXCLUSIF. « Oui, les sanctions tuent en Iran »

ENTRETIEN. De retour du pays, la rapporteuse spéciale de l'ONU Alena Douhan affirme que les mesures américaines entravent l'envoi de médicaments sur place.



Alena Douhan, rapporteuse spéciale de l'ONU pour les mesures coercitives unilatérales, donne une conférence de presse à Téhéran le 18 mai dernier, à l'issue de sa visite de douze jours en Iran. © ATTA KENARE / AFP



*Propos recueillis par [Armin Arefi](#)*

Publié le 03/06/2022 à 20h00 - Modifié le 04/06/2022 à 10h49

**E**lle est la première rapporteuse spéciale des Nations unies à se rendre en Iran depuis 17 ans. Mandatée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour enquêter sur l'impact des mesures coercitives unilatérales sur le respect des droits de l'homme, la Biélorusse Alena Douhan, professeure de droit international et directrice du Centre de recherche sur la paix de l'université d'État de la Biélorussie, se trouvait en République islamique du 7 au 18 mai derniers pour évaluer le poids des sanctions américaines sur le pays. Imposées par Donald Trump en mai 2018, en même temps que les États-Unis se retiraient unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien, les mesures punitives américaines ont étouffé l'économie iranienne, la monnaie nationale ayant perdu depuis près de 90 % de sa valeur, et l'inflation tournant officiellement autour de 40 %.

Au cours de sa visite de douze jours, l'experte onusienne a rencontré des responsables gouvernementaux iraniens, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile, des experts en santé et des institutions financières. Or, durant cette même période, l'Iran a été secoué par une vague de manifestations populaires dénonçant avant tout la responsabilité du pouvoir, pas des sanctions américaines, dans le marasme économique dans lequel est plongé le pays. Au moins cinq contestataires ont été tués dans la répression des rassemblements. De retour de République islamique, Alena Douha se confie au *Point* dans une interview exclusive.

**Le Point :** Quel est l'impact réel des sanctions sur l'Iran ?



La biélorusse Alena Douhan, professeure de droit international et directrice du Centre de recherche sur la paix de l'Université d'État du Bélarus, est rapporteure spéciale de l'ONU pour les mesures coercitives unilatérales.

**Alina Douhan :** L'impact était différent dans d'autres pays sous sanctions que j'ai pu visiter, comme le Zimbabwe ou le Venezuela. L'Iran possède déjà, par exemple, un système de santé et d'éducation assez développé. Voilà pourquoi le pays n'a pas subi de plein fouet l'impact des sanctions, comme le Venezuela. L'Iran est également déjà autosuffisant en termes de production domestique de nourriture, voilà pourquoi je n'ai pas aperçu de gens se nourrir qu'une seule fois par jour par exemple.

Maintenant, j'ai tout de même observé un gros impact des sanctions sur la vie des Iraniens, et cela, de diverses manières.

### **Quel est l'impact exact des sanctions sur les Iraniens ?**

Le premier est d'ordre économique, car l'Iran n'a plus eu la possibilité de mener la moindre activité commerciale. La situation économique dans le pays s'est beaucoup détériorée, notamment pour les personnes employées dans le commerce extérieur. Ainsi, tous les employés des entreprises possédant des investissements étrangers sont énormément affectés. Certaines industries ont ainsi dû diviser par dix le nombre de leurs employés, y compris dans le secteur de l'artisanat, qui exportait auparavant énormément de produits à l'étranger et qui n'ont rien à voir avec le pétrole ou le gouvernement. Il s'agit le plus souvent de petites entreprises familiales de cinq à vingt personnes qui n'en emploient désormais plus qu'une seule. De la même manière, beaucoup de traducteurs ont perdu leur emploi, car le tourisme a pratiquement cessé dans le pays, de même que les affaires.

Beaucoup de mes interlocuteurs de la classe moyenne ont vu leur situation se dégrader radicalement.

### **Ces sanctions ont-elles affecté la vie quotidienne des Iraniens ?**

Oui, et je vais vous donner des exemples précis. Tout d'abord, lorsque nous parlons de la vie des gens, nous devons prendre en compte le fait que beaucoup de personnes sont affectées par la situation économique. Donc les pauvres tombent en dessous de la ligne de pauvreté. Beaucoup de mes interlocuteurs de la classe moyenne ont vu leur situation se dégrader radicalement. Beaucoup d'entre eux avaient auparavant les moyens de payer des instituts privés pour obtenir de meilleurs services de santé et d'éducation pour leurs enfants. Mais avec l'aggravation de la situation économique, leur salaire a tellement baissé qu'ils utilisent désormais les services publics. Par conséquent, la charge de travail des hôpitaux publics a considérablement augmenté. Ajoutez-y les 10 000 réfugiés supplémentaires que l'Iran reçoit chaque jour et vous comprendrez le fardeau incroyable qui pèse aujourd'hui sur les hôpitaux et le système éducatif iranien. D'autant que le pays ne reçoit pas de nouveaux revenus pour construire des hôpitaux et embaucher du personnel.

**À LIRE AUSSI** « L'Iran n'a pas intérêt à signer un accord sur le nucléaire »

### **Les sanctions ont-elles touché les aides gouvernementales versées à la population ?**

Naturellement, comme l'État n'est plus en mesure de recevoir des revenus du même niveau, toutes les aides gouvernementales qui étaient versées à la population, telles que les subventions sur la nourriture, les biens essentiels ou les médicaments, sont actuellement réduites. Cela signifie que les gens qui dépendent de ces aides, à savoir

les couches les plus pauvres de la population, sont les plus affectés. Maintenant, il est nécessaire d'ajouter que certains patients souffrant de maladies graves ont eu la possibilité de recevoir des médicaments gratuits de la part du gouvernement. Mais ces derniers, puisqu'ils n'avaient plus de revenus, revendaient ces médicaments au marché noir pour acheter à manger à leur famille.

### **L'inflation endémique en Iran est-elle due aux sanctions ou à la mauvaise gestion gouvernementale ?**

La portée des sanctions qui ont été imposées en 2018 contre l'Iran est extrêmement large et lourde. Ces mesures affectent énormément l'économie iranienne et ont aggravé l'inflation. Maintenant, dans chaque pays, l'inflation est toujours due à un ensemble d'éléments. Concernant l'Iran, plusieurs raisons significatives ont entraîné une augmentation de cet indice. Je pourrais, par exemple, évoquer la récente pandémie de Covid-19 et l'arrivée en Iran de 5,5 millions de réfugiés afghans. Il est également important de rappeler que les sanctions n'ont pas commencé en 2018 en Iran. Le pays a déjà connu une première vague de sanctions de 2010 à 2015. J'ai parlé à un certain nombre d'économistes, d'agences de l'ONU et de gouvernements qui m'ont apporté des éléments similaires : à partir du moment où un pays est sanctionné, ses problèmes s'accroissent. Par conséquent, s'il connaissait déjà des soucis de gestion, les conséquences s'aggravent, et avec l'imposition additionnelle de sanctions, l'inflation se fait sentir. Je le répète, mon but n'est pas de dire que tout ce qui arrive de mal dans un pays est uniquement dû aux sanctions. Mon objectif est d'identifier si les sanctions affectent négativement des tendances économiques qui existent déjà, et je peux vous répondre que oui.

### **Le gouvernement iranien affirme que les sanctions ont provoqué une augmentation des décès lors de la pandémie de Covid-19 en Iran. Est-ce vrai ou s'agit-il de propagande ?**

Oui, les sanctions ont tué des gens, et plusieurs cas figurent dans mon rapport. La raison la plus probante est le manque d'accès aux médicaments. Certes, l'Iran produit près de 90 % de ses médicaments, mais malheureusement, pour ce faire, il a besoin d'emprunter des matières à l'étranger. Et c'est le problème, sachant qu'il est très difficile pour le pays de se procurer ces éléments, de les payer et de les recevoir. D'autant que la qualité de la matière première n'est pas toujours bonne et qu'elle est très chère, ce qui se retrouve dans le médicament final. L'exemple le plus simple est l'insuline. Il y a beaucoup de diabétiques en Iran, et quand j'ai discuté de ce problème en Iran, on m'a indiqué que le pays avait pu s'adapter en produisant une forme standard d'insuline, à cela près que celle-ci ne traitait pas certaines formes spécifiques de diabète, qui ne peuvent par conséquent être traitées en Iran. Les patients qui en sont atteints en Iran meurent. J'ai également parlé en Iran à des « patients papillons » atteints d'*Epidermolysis bullosa*, une maladie génétique de la peau, qui étaient soignés en Iran à l'aide de pansements spéciaux achetés à l'étranger par le gouvernement. Ce traitement permettait à 1 002 Iraniens de

continuer à vivre malgré tout avec une douleur tolérable. Or, cela fait maintenant un an que ces bandages ne sont plus disponibles, et 15 « patients papillons iraniens » sont depuis décédés, alors que le taux de mortalité de cette maladie n'excède pas normalement un mort par an. J'ai parlé avec d'autres patients souffrant d'autres maladies, et la situation est la même. Nous avons recueilli des chiffres sur l'évolution du taux de mortalité de nombreuses catégories de maladies. Par exemple, la mortalité pour les enfants souffrant de thalassémie, un type d'anémie héréditaire, est passée de 27 à 32 par an à 132.

### **À LIRE AUSSI** Israël accuse l'Iran d'avoir voulu assassiner un de ses diplomates

#### **Interrogée sur ces décès, l'administration américaine répond que les médicaments ne font pas partie de la liste des sanctions de Washington**

Malheureusement, ce n'est pas vrai. En théorie, oui, tous les documents relatifs à l'imposition de sanctions sur l'Iran donnent la possibilité d'exception humanitaire sur les denrées alimentaires et la médecine. Mais en réalité, cela ne fonctionne pas, de sorte que même les agences onusiennes ne peuvent apporter l'assistance médicale nécessaire. La première raison est que les documents sur l'imposition de sanctions sont rédigés de manière très légère. Par exemple, les pays et les banques étrangères ne peuvent pas être soumis en théorie à des sanctions secondaires (des États-Unis) s'ils reçoivent des paiements d'Iran. Donc, si vous achetez des médicaments, vous devez pouvoir être payés par l'Iran. Le problème est que ces mêmes pays et ces banques ne veulent pas risquer d'être malgré tout sujets à ces sanctions, même s'il ne s'agit que de médicaments. La deuxième raison est qu'il est impossible pour une banque de transférer de l'argent à l'Iran, même pour le compte d'une agence onusienne ou d'une activité diplomatique. S'il est impossible de payer, alors aucune société ne vous vendra le moindre bien, même si celui-ci fait officiellement l'objet d'une exemption. Troisième point, les sanctions visent également les sociétés iraniennes de transport, censées livrer le bien, ou les entreprises qui doivent l'assurer, ce qui empêche la livraison du produit quand bien même celui-ci serait payé. Ces trois questions sont très sensibles et rendent ces exceptions humanitaires totalement non fonctionnelles. Enfin, pour envoyer de l'aide humanitaire en Iran, il est indispensable d'obtenir une autorisation du Bureau américain pour le contrôle des actifs étrangers (Ofac), qui est un processus très complexe, long et nécessite l'intervention d'avocats spécialisés.

#### **Comment expliquez-vous que les Iraniens, qui manifestent régulièrement contre la vie chère, dénoncent avant tout l'incurie gouvernementale plutôt que les sanctions américaines ?**

Tout d'abord, laissez-moi vous dire que je ne peux pas parler du cas des manifestations qui dépassent mon mandat. Maintenant, je peux vous faire deux remarques. La première est que je me trouvais en Iran quand ont éclaté les manifestations après la réduction des subventions sur les denrées principales. Et

pour vous dire la vérité, j'ai interrogé le gouvernement sur cette décision alors qu'elle bénéficiait aux portions les plus défavorisées de la population. Et la réponse qui m'a été donnée, et que j'accepte, est celle que j'ai pu observer dans d'autres pays soumis aux sanctions, à savoir qu'avec la réduction des revenus gouvernementaux due aux sanctions, le pouvoir n'est plus en mesure de poursuivre ses programmes sociaux en direction de la population. Donc, lorsque vous recevez moins d'argent, vous ne pouvez pas garder à un niveau bas le prix des denrées. On m'a également expliqué que la refonte du système d'aide gouvernementale allait permettre d'apporter une aide directe aux couches les plus pauvres de la population, mais cela dépasse mon mandat.

Le but de ma visite du pays n'était pas de traiter de questions politiques, mais d'observer ce qui est arrivé dans ce pays, de vérifier les faits et de les transmettre.

### **Pour les États-Unis, et leurs alliés moyen-orientaux, l'imposition de sanctions contre l'Iran serait la seule manière de le contraindre à changer de politique dans la région**

Il ne faut pas oublier qu'il n'y a aucune sanction du Conseil de sécurité des Nations unies qui est aujourd'hui en place contre l'Iran. Or, cette instance est la seule autorité qui est dédiée à l'imposition de sanctions, ce qu'elle avait d'ailleurs fait en 2010 contre Téhéran, avant que ces mesures ne soient essentiellement réduites au moment de la signature de l'accord sur le nucléaire iranien. Je rappelle par ailleurs que ce n'est pas l'Iran qui s'est retiré de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018, mais les États-Unis. Et en tant que professeur de droit international, je peux ajouter que, s'il n'y a plus aucune sanction du conseil de sécurité de l'ONU, alors le droit international ne donne pas la possibilité aux États d'imposer des sanctions unilatérales, spécialement dans les secteurs de la finance et de la banque. À mon avis, si vous souhaitez obtenir des résultats positifs, il faut agir dans le cadre du droit international. Vous ne pouvez pas résoudre un problème en empruntant la voie de l'illégalité. Et l'imposition de beaucoup de ces sanctions est aujourd'hui illégale. Par ailleurs, lorsque vous consultez la littérature en la matière, vous comprenez que l'efficacité des sanctions est peu élevée. Je n'ai personnellement vu aucun bon exemple indiquant que des sanctions unilatérales ont produit quoi que ce soit de positif dans un pays. Il y existe même des études académiques indiquant que les sanctions légales prises par le Conseil de sécurité de l'ONU n'ont pas été si efficaces pour atteindre le but recherché. Voilà pourquoi cette instance a changé de politique en la matière.

### **Ne craignez-vous pas que votre discours serve la propagande de la République islamique contre les États-Unis ?**

Je suis l'experte qui travaille pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Le but de ma visite du pays n'était pas de traiter de questions politiques, mais d'observer ce qui est arrivé dans ce pays, de vérifier les faits et de les transmettre. Ainsi, le rapport

préliminaire que j'ai fourni ne contient aucune déclaration politique. Il apporte une évaluation de la légalité, des chiffres, des faits, ainsi que des recommandations et des conclusions à tous mes interlocuteurs. Par conséquent, je pense que les chiffres, la vérité et les faits sont essentiels en tant que preuves. Ce mécanisme est le seul qui peut aider à protéger les droits de l'homme. Je le répète, je ne fais pas de politique, mais je réalise des vérifications et établis des évaluations légales.

### LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- Guerre secrète : l'Iran et Israël jouent avec le feu
- EXCLUSIF. Algérie, Maroc, Tunisie, Liban : le FMI distribue les bons (et mauvais) points